LES COMMUNAUTÉS ANGLOPHONES PEUVENT-ELLES CONSTITUER UNE PART DU CAPITAL D'ATTRACTION ET DE RÉTENTION DES IMMIGRANTS DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC ?

Michèle Vatz Laaroussi est docteure en psychologie interculturelle et professeure de travail social à l'Université de Sherbrooke. Ses recherches portent sur l'immigration et l'action sociale avec les immigrants. En particulier elle s'intéresse aux dynamiques familiales dans l'immigration et aux dynamiques locales face à la diversité culturelle en dehors des grands centres cosmopolites. Elle est la responsable du Réseau international de recherche sur l'immigration en dehors des grands centres. Ses dernières recherches portent sur la mobilité géographique et sociale des familles immigrantes et réfugiées au Québec et au Canada. Elle est l'auteure de l'ouvrage : *Le familial au cœur de l'immigration : les stratégies de citoyenneté des familles immigrantes au Québec et en France* (L'Harmattan, 2001) et du livre *« Mobilités, réseaux et résilience : le cas des familles immigrantes et réfugiées au Québec »* (Presses de l'Université du Québec, 2009). Elle participe à plusieurs études sur l'immigration dans les communautés linguistiques minoritaires et elle s'intéresse au capital d'attraction et de rétention des immigrants dans les régions du Québec et à la place que les communautés anglophones pourraient y prendre. Elle est membre du Centre d'Études Ethniques des Universités de Montréal (CEETUM) et co-coordonnatrice du domaine Collectivités d'accueil pour le centre Métropolis du Québec.

RÉSUMÉ

Ce texte propose une réflexion sur la place des communautés anglophones dans le capital d'attraction et de rétention des immigrants dans les régions du Québec. Intégrant des études ultérieures sur les communautés francophones hors Québec et un portrait des communautés anglophones et de leurs caractérisitiques dans les régions du Québec, il permet une première approche nuancée de cette question. L'exemple de la région des Cantons de l'Est permet d'illustrer les différents types de capital, social, économique, culturel , qui peuvent être portés par ces communautés. En conclusion de nombreux défis sont identifés autour des questions de visibilité et de représentation de ces communautés anglophones dans les instances régionales québécoises s'intéressant à l'immigration.

Ce texte propose une réflexion à partir de deux recherches en cours dans le cadre du Centre Métropolis du Québec. La première porte sur le capital d'attraction et de rétention des immigrants dans trois collectivités régionales du Québec et vise à modéliser les diverses dimensions de ce capital (Vatz Laaroussi, Gallant, Poirier et al., 2009-2011). La seconde, à partir des mêmes concepts, interroge la place des communautés anglophones dans les infrastructures d'accueil et d'intégration des immigrants dans quatre régions (Vatz Laaroussi, financement Citoyenneté Immigration Canada, 2009-2011)[1]. Les 4 collectivités régionales visées dans ce projet sont la région de Québec qui compte 1,8 % d'Anglophones, les Cantons de l'Est avec 8 % d'Anglophones, Chaudière Appalaches dont 1 % d'Anglophones et finalement la Gaspésie avec 10,2 % d'Anglophones. Ces régions ont été

volontairement choisies en dehors de Montréal qui présente une problématique et un portrait fort différents avec 32,7 % d'Anglophones. L'analyse proposée est aussi issue des travaux et recherches menés dans les dernières années auprès de communautés francophones hors Québec (Belkhodja, 2008). C'est pourquoi notre réflexion articulera deux champs de recherche en pleine expansion, celui des les communautés linguistiques minoritaires avec celui de l'accueil et de l'intégration des immigrants en dehors des grands centres.

Toutes les études effectuées à ce jour démontrent que l'emploi est la clé de voûte de la régionalisation de l'immigration mais que les mesures actuelles pour mieux cibler les immigrants qu'on attire ne suffisent pas toujours à les retenir. Plusieurs villes ont maintenant une politique municipale face à la diversité, et il est clair que celle-ci ne peut s'actualiser et se développer que dans des partenariats avec les secteurs économiques et sociaux régionaux. L'ensemble des régions se sont donné des services pour l'accueil et l'établissement des immigrants. Les communautés francophones hors Québec ont elles- aussi des politiques et des mesures visant l'accueil et l'intégration d'immigrants dans leurs collectivités locales. Mais en ce qui concerne les communautés anglophones au Québec, l'intérêt est nouveau et peu de recherches ont abordé leur articulation avec l'immigration en région.

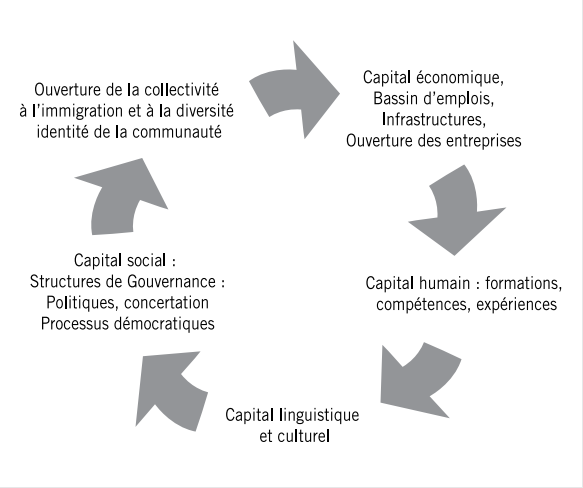
UN CADRE THÉORIQUE EN CONSTRUCTION

Ces divers travaux nous permettent de cibler trois concepts clés pour définir le cadre théorique de notre réflexion. Le premier est celui de communauté linguistique minoritaire, le second est élaboré autour du capital d'attraction et de rétention des immigrants et le troisième s'articule au développement des communautés.

Les communautés linguistiques minoritaires au Canada représentent un concept à géométrie variable et aux frontières floues. Par contre dans notre cadre conceptuel, toutes ces communautés entretiennent un type particulier de rapport aux immigrants et à la diversité. Ainsi elles présentent des problématiques différentes selon la communauté francophone ou anglophone et le contexte hors Québec ou au Québec. Hors Québec, la communauté Francophone veut attirer des immigrants pour conserver la langue, les services en Français, l'école. Les questions qui se posent à cette communauté sont celles de la masse critique, de l'identité et de l'inclusion. Au Québec, par contre, la communauté Anglophone veut participer à l'attraction des immigrants pour faire partie du capital local, conserver ses services et développer la vitalité de la communauté. Ses principales questions sont celles du développement et de l'intégration à la communauté majoritaire. Ainsi qu'on se situe avec l'une ou l'autre de ces communautés en région au Canada, les convergences reposent sur l'accessibilité des services dans la langue minoritaire, sur le développement de la vitalité démographique et économique de la communauté, sur la résilience, ainsi que sur les stratégies mises en œuvre par les immigrants entre les deux communautés. Par contre les divergences sont aussi importantes en particulier autour des enjeux entourant la fréquentation scolaire (essentielle pour les communautés francophones hors Québec, réglementée par la loi pour les communautés anglophones au Québec), le rapport majorité-minorité, les ponts tissés entre les communautés, ou encore en ce qui concerne la perception des immigrants comme appartenant exclusivement ou non à une communauté minoritaire.

Le capital régional d'attraction et de rétention des immigrants se définit pour sa part autour des dimensions du capital décrits par les sociologues (Pearce, 2008). On peut ainsi parler du capital **économique** qui recouvre les infrastructures, le bassin d'emploi, le transport, le parc de logement, les milieux de formation, etc… Le capital **social** s'articule sur les liens sociaux, les concertations régionales, les collaborations, les réseaux ou encore l'appartenance. Quant au capital **culturel**, fort important pour les communautés minoritaires, c'est celui du patrimoine culturel, de l'histoire de la diversité, de la langue et de sa préservation, du bilinguisme potentiel, de l'école et du parascolaire. Finalement le capital **humain** renvoie à la formation, aux compétences, aux expériences, mais aussi à l'état de santé des populations locales, immigrants compris.

FIGURE 1. Statistically significant ($p < 0.05$) differences in mean phonetic measures among ethnic groups examined in the PME project.



Le développement des communautés est maintenant un concept très regardé par les promoteurs de politiques tant au niveau local que régional, provincial et fédéral (Pronovost et Vatz Laaroussi, 2010). Il met de l'avant plusieurs dimensions telles que la vitalité des communautés et la résilience des collectivités locales dont on sait qu'elle se développe par le soutien, les opportunités, l'adaptation et l'engagement (Torjman, 2008). En ce qui concerne le développement des collectivités locales par et avec l'immigration, les études (Quimper, 2006) démontrent aussi qu'il ne peut s'effectuer que par des innovations tant économiques que sociales.

Le schéma ci-dessous permet d'intégrer les diverses dimensions du capital régional d'attraction et de rétention des immigrants en région. Ce schéma sera utile pour analyser la place des communautés anglophones dans ce capital.

UNE ÉTUDE DE CAS : LA COLLECTIVITÉ RÉGIONALE DE SHERBROOKE

LE PANORAMA

Afin d'illustrer le potentiel de ce modèle théorique, nous présentons ici une première étude de cas effectuée dans la collectivité régionale de l'Estrie qui compte en 2006, 23 580 anglophones pour 269 743 francophones soit 8 %. Dans la communauté anglophone (Klimp, 2007), on constate un déclin absolu de toutes les classes d'âge sauf des 50-65 ans et des plus de 80 ans qui sont en augmentation. On y note de bas niveaux de scolarité, d'emploi et de revenu chez les plus jeunes ainsi qu'un faible taux de bilinguisme chez les plus âgés. On relève ainsi dans cette région des difficultés économiques et sociales pour la communauté anglophone qui se manifestent entre autres par un taux élevé de soins non rémunérés (personnes âgées et malades) : près de 50 % de plus dans la communauté anglophone que dans la communauté francophone. De plus dans la région, les femmes anglophones sont moins insérées sur le marché du travail que les femmes francophones, le taux de revenus moins élevé chez les anglophones que chez les francophones (de 25 000 $ à 23 700 en 2001). Ainsi on peut identifier un manque de développement socio-économique pour cette communauté en Estrie.

Regardons du côté des immigrants en Estrie maintenant. Au Québec en 2006, 77,6 % de l'ensemble des personnes immigrées (toutes langues maternelles confondues) connaissent le Français contre 67,7 % l'Anglais et 50,3 % qui connaissent à la fois le Français et l'Anglais. Plus spécifiquement on décompte 29, 46 % d'immigrants dans la communauté anglophone de la périphérie de Montréal incluant les cantons de l'Est. En Estrie, parmi les immigrants admis entre 1998 et 2007 et encore présents en 2009, on dénombre 21,4 % qui connaissaient à leur arrivée le Français seulement, 8,8% l'Anglais seulement, 21,6 % le Français et l'Anglais et 44,2 % ni le Français, ni l'Anglais (MICC, 2009).

Ainsi 30 % de la population immigrante aurait pu bénéficier de la présence de la communauté anglophone en Estrie au moins durant la première période de leur installation.

Les chiffres sont encore plus forts en milieu rural puisqu'on y note proportionnellement plus d'immigrants anglophones par rapport à la majorité francophone. Ainsi à Memphrémagog, c'est 7.7 % de la population qui est immigrante dont 1/3 anglophone. Dans la MRC de Brome Missisquoi, pour 6.5 % d'immigrants, la moitié ont l'Anglais comme première langue officielle (Jedwab, 2008). On voit donc, pour les communautés anglophones comme pour les communautés francophones minoritaires, une problématique spécifique qui concerne les immigrants en milieu rural.

QUELQUES PISTES CONCERNANT LA PARTICIPATION AU CAPITAL D'ATTRACTION ET DE RÉTENTION

Reprenons maintenant les diverses composantes de notre modèle circulaire. Les questions concernant le capital socio-économique d'abord se formulent comme suit : les communautés anglophones peuvent-elles participer au capital socio-économique en termes de bassin et d'opportunité d'emploi, de formation et de promotion professionnelle pour les immigrants ? Quelle est leur infrastructure ? Est-elle connue et investie par les immigrants ?

Dans la région de Sherbrooke, une première approche montre l'existence de projets de formation professionnelle pour les jeunes ainsi qu'un site de recherche d'emploi pour les anglophones, le tout développé par l'Association des Townshippers. On identifie aussi des emplois éventuels dans les services aux personnes aînées anglophones. Par contre tous nos acteurs clés mentionnent la difficulté à faire circuler l'information et leur difficulté à toucher les nouveaux immigrants

Regardons du côté du capital linguistique et culturel. Quel est l'apport de la communauté anglophone de l'Estrie sur ce plan ? Notons d'abord la présence importante des établissements d'éducation dans la région. L'Université Bishop's et le Collège Champlain donnent la possibilité aux francophones et allophones d'accéder à des cours d'Anglais en plus des programmes académiques qu'ils offrent. De jeunes immigrants de diverses origines, en particulier d'Ex-Yougoslavie, du Maghreb et du Brésil, semblent fréquenter ces structures. Mais il s'agit plutôt de la deuxième génération arrivée dans la région alors qu'ils étaient très jeunes.

Par ailleurs ces communautés représentent-elles un historique et un patrimoine de diversité dans la collectivité locale ? Ce patrimoine de la communauté anglophone paraît très important en Estrie du fait de l'histoire régionale: on y trouve des théâtres, des musées, des bibliothèques, des artistes, des auteurs nombreux et célèbres enracinés localement. La Revue d'Études des Cantons de l'Est dirigée par le Centre de recherche des Cantons de l'Est à l'Université Bishop's est un bon exemple de cette vitalité culturelle et académique mais là encore on peut se questionner sur la diffusion de ces médias culturels en particulier auprès des communautés immigrantes.

Face à la situation locale, on peut aussi se demander si ces communautés peuvent être une porte d'entrée pour des migrants provenant de régions du monde non francophones, en particulier pour les réfugiés ? En Estrie le nombre de réfugiés reste très important : ils représentent près de 43 % des immigrants présents en 2009. Et ces réfugiés proviennent souvent de pays dont la seconde langue est l'Anglais comme le Bouthan, le Népal, l'Irak ou l'Afghanistan. La communauté anglophone aurait sans doute une place à prendre dans l'accueil et l'installation de ces populations mais les acteurs clés notent encore le manque d'informations données à ces réfugiés concernant les structures qui pourraient leur être utiles.

Arrêtons-nous maintenant au capital social. Ces communautés anglophones offrent-elles en Estrie des opportunités sur le plan de la gouvernance en termes de partenariat, de concertation tant pour l'attraction que pour l'intégration et la rétention des immigrants ? Leurs structures locales sont-elles pertinentes pour ces enjeux ? Font-elles partie des concertations actuelles et comment ce potentiel pourrait-il être investi localement et régionalement ?

On note d'abord de fortes structures communautaires dont plusieurs sont ouvertes aux personnes immigrantes. Par exemple les centres pour femmes comme le Lennoxville and District Women's Centre et le Centre des femmes immigrantes sont très actifs et intéressés à accueillir de nouvelles arrivantes. Par ailleurs les immigrants et peut être plus spécifiquement les réfugiés pourraient au moins à leur arrivée bénéficier des points de service en santé en Anglais en attendant qu'ils aient pris leurs cours de français. Cependant on note là encore l'invisibilité de ces structures pour les immigrants et leur non reconnaissance dans les instances régionales. Elles semblent absentes des concertations actuelles autour de l'attraction et de la rétention des immigrants en Estrie.

Finalement quel est le degré d'ouverture des populations de ces communautés anglophones minoritaires à l'immigration et aux immigrants en Estrie ? Comment leurs institutions, leurs ONG, leurs médias influencent-ils la représentation des membres de ces communautés quant aux immigrants ? Peut-on parler d'un degré d'ouverture différent de celui des populations locales francophones majoritaires et comment se manifeste-t-il ? Pourrait-il participer au capital socio-communautaire de ces collectivités régionales ? Nos premières rencontres avec des acteurs clés de la communauté anglophone des Cantons de l'Est montre leur intérêt et leur souhait à s'ouvrir comme pont pour les nouveaux arrivants vers la collectivité régionale. Par contre il est clair que cette ouverture parfois relayée par des médias locaux comme le Record, journal régional, et par les institutions culturelles, n'est pas forcément connue et partagée par les citoyens de la communauté anglophone dont plusieurs sont âgés, monolingues et peu habitués à la diversité culturelle. On retrouverait ici une problématique de sensibilisation semblable à celle des petites communautés francophones hors Québec et aussi à celle des régions du Québec moins traditionnellement exposées à l'immigration.

POUR CONCLURE : DES PONTS À CONSTRUIRE ET À RENFORCER

Nous pouvons ainsi à partir de l'exemple de la région de l'Estrie procéder à un bref panorama de la place des communautés anglophones dans l'attraction et la rétention régionale des immigrants au Québec. Nous constatons d'abord que ces communautés ont, selon les régions étudiées, des situations contrastées sur le plan démographique et économique. On note aussi l'influence de leur poids relatif. Elles ont de plus des places diversifiées dans les concertations locales et régionales. Bien que peu importante en nombre la communauté anglophone de Québec semble plus représentée dans les instances de concertation que celle de Sherbrooke, pourtant proportionnellement plus nombreuse. Par contre jusqu'en 2009, elles semblent très peu présentes dans les concertations sur l'immigration. Le principal point commun qui ressort d'une première analyse est le manque de reconnaissance et de légitimité qu'on leur accorde localement en ce qui concerne l'attraction et la rétention des immigrants dans les régions du Québec.

Ainsi partant des études effectuées auprès des communautés francophones hors Québec, des réalités politiques et régionales du Québec et de la situation des communautés anglophones dans diverses régions du Québec, il nous paraît important d'insister sur trois dimensions qui sont aussi des pistes pour favoriser la participation de ces communautés anglophones dans l'accueil et la rétention des immigrants en région. La première est celle de la participation des communautés linguistiques minoritaires aux infrastructures de concertation, d'accueil et d'intégration ; la seconde

repose sur la visibilité et la légitimité régionales accordées à cette participation; finalement la troisième piste repose sur la représentation qu'ont les populations immigrantes de ces communautés et sur les modalités par lesquelles elles les investissent. En suivant ces pistes, tant sur le plan des politiques que de l'action, on pourrait impliquer les communautés anglophones dans les stratégies locales concernant l'immigration, considérer ces communautés dans le capital local d'attraction et de rétention, et par là même améliorer les concertations locales et régionales. Finalement, comme le demandent les acteurs clés des communautés anglophones rencontrés, il est important de soutenir les liens entre les immigrants et ces communautés pour créer de nouveaux ponts entre les communautés anglophones et les communautés locales au Québec.

RÉFÉRENCES

Belkhodja, C. (directeur invité, 2008). Immigration et diversité au sein des communautés francophones en situation minoritaire, *Canadian Issues Thèmes Canadiens*, printemps 2008.

Jedwab, J. et Maynard, H. (2008). Politics of community : the Evolving Challenge of representing English-speaking Quebecers, *The vitality of the English-Speaking Communities of Quebec : from Community Decline to Revival*, Bourhis R. (éd.), Université de Montréal.

Klimp, K. (2007). *Profil de la communauté anglophone des Cantons-de-l'Est.* Association des Townshippers, Lennoxville.

Pearce, P.W.J. (2008). *Bridging, bonding, and trusting : The influence of social capital and trust on immigrant' sense of belonging to Canada,* Atlantic Metropolis Centre—Working Paper No. 19.

Pronovost, S., Vatz Laaroussi, M. (2010). Le développement des régions du Québec et les défis de la régionalisation de l'immigration, *Nos diverses cités*, printemps 2010.

Quimper, É. (2006). *Les processus d'accueil et d'intégration : Une étude comparative de six expériences au Québec dans une perspective de développement local,* Étude de Cas, Université de Sherbrooke.

Torjman, S. (2008). *Sharred spaces : the communities agenda*, Caledon Institute of social policy, Ottawa.

NOTE

[1] Cette recherche s'effectue en partenariat avec le Quebec Community Groups Network qui nous a transmis plusieurs des données présentées ici.